

Le nouveau plan gargantuesque à 2 trillions de dollars de Biden pour reconstruire les Etats-Unis

Le moins que l'on puisse dire c'est que l'administration Biden ne lésine pas sur les moyens. En effet, celle-ci a récemment annoncé un gigantesque plan de 2000 milliards de dollars destiné aux infrastructures avec comme ligne conductrice la reprise économique et le changement climatique. L'idée de ce plan n'est pas complètement nouvelle aux Etats-Unis puisqu'elle avait été évoquée dans le passé par Obama et plus récemment par Trump. C'est maintenant au tour de Biden de s'y coller et celui-ci voit grand, très grand au regard du montant de ce plan qui est le double par rapport à celui mis sur la table à l'été 2020.

Ce nouveau programme vise, par la même occasion, à atteindre l'objectif que s'est fixé le président des Etats-Unis à savoir zéro émission à l'horizon 2050. A plus court-terme, la réduction des émissions est moins importante mais reste néanmoins conséquente. En effet, la cible est fixée aux alentours de 45-50% en dessous des niveaux d'émissions de 2005, avec pour échéance l'année 2030.

Avec le retour des Etats-Unis dans l'accord de Paris, Biden se doit d'être particulièrement ambitieux afin de montrer l'exemple et de prendre cette casquette de leader tant appréciée par les Américains et tant attendue des autres pays.

Où va aller tout cet argent ?

Plus précisément, ce plan est divisé en 4 grandes catégories et l'argent sera investi dans chacune de ces catégories définies par la Maison Blanche.

La plus grande partie du plan, à savoir **650 milliards de dollars**, est destinée à améliorer la **qualité de vie** des Américains. Le plan prévoit pour ce domaine : la construction et la rénovation de plus de 2 millions de maisons et bâtiments commerciaux (\$213 milliards), le remplacement de tous les tuyaux et des conduites d'eau contenant du plomb (\$111 milliards), la modernisation des écoles publiques (\$100 milliards), l'élaboration de réseaux à haut débit pour favoriser l'accès à l'internet rapide dans tout le pays (\$100 milliards) et bien d'autres choses encore comme l'amélioration des logements sociaux (\$40 milliards), le financement des hôpitaux pour les anciens combattants (\$18 milliards), etc.

Vient ensuite l'investissement dans les **infrastructures de transport** à hauteur de **621 milliards de dollars**. Celui-ci sera destiné aux routes, chemins de fer et ponts avec aussi comme priorité la promotion, le développement et le stockage d'énergies renouvelables pour alimenter la mobilité et le transport. D'ailleurs plus d'un quart de cet investissement (28% ou \$174 milliards) sera utilisée pour financer l'installation de 500 000 bornes de chargement pour véhicules électriques. Environ 115 milliards de dollars permettront de réparer 32 000km de

routes, 10 000 petits ponts ainsi que les 10 ponts les plus importants économiquement parlant. 85 milliards de dollars sont prévus pour la modernisation du réseau de transport en commun et 80 milliards de dollars à destination de l'entreprise publique de chemin de fer Amtrak pour la réparation des principaux tunnels, la réhabilitation des gares et l'ouverture d'une trentaine de nouvelles lignes. Les aéroports, les ports et les voies navigables ne seront pas délaissés puisqu'ils recevront respectivement \$25 milliards et \$17 milliards.

Biden veut aussi revaloriser le travail des aides soignant(e)s qui, selon lui, ont été pendant longtemps négligé(e)s et sous-payé(e)s. Cette aide se fera par le biais d'une injection de **400 milliards de dollars** et permettra dans la foulée d'améliorer l'accès à des **soins de qualité pour les personnes âgées et/ou handicapées**. Cette initiative autorisera également l'élargissement du programme « Medicaid ». Toute une série de services médicaux seront rendus plus accessibles à des milliers de personnes, tout en augmentant le salaire des prestataires de ces services.

Le dernier domaine du plan concerne **la recherche et le développement (R&D)** ainsi que **la production**. Ce sont près de **300 milliards de dollars** qui seront investis dans le renforcement de la capacité de production nationale de technologies et de biens essentiels. C'est ainsi que \$50 milliards seront consacrés au secteur stratégique des semi-conducteurs. Celui de la recherche et du développement se verra attribuer \$180 milliards pour stimuler la mise en place d'énergies propres afin de réduire les émissions dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Parmi ces \$180 milliards, \$100 milliards seront destinés à la formation et la protection des travailleurs.

Ce dernier domaine n'est pas moins important que les autres, au contraire, celui-ci évitera aux Etats-Unis de se faire rattraper par d'autres pays en ce qui concerne la recherche et le développement de nouvelles technologies.

Comment ce plan sera-t-il financé ?

Malheureusement pour les entreprises américaines, le financement de ce plan passera par une réforme fiscale et une hausse des impôts. Le président des Etats-Unis veut, entre autres :

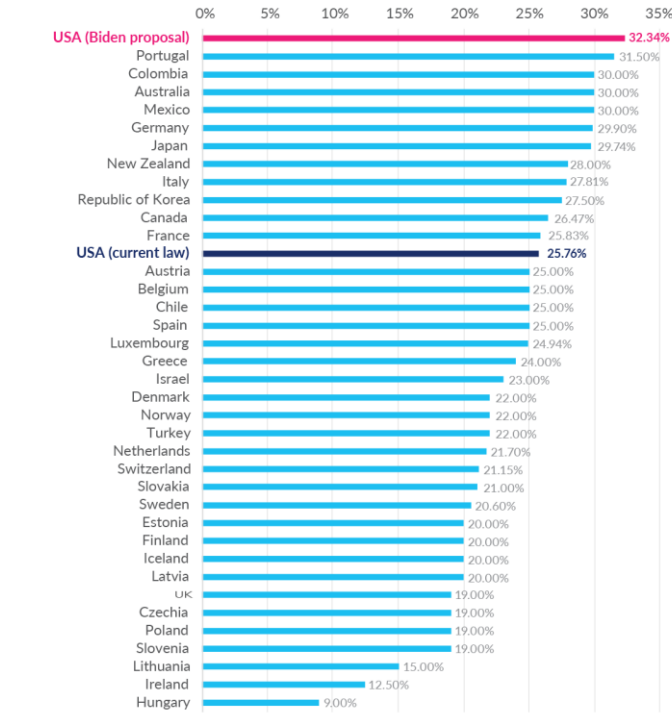
- Augmenter le taux d'imposition des sociétés de 21% à 28%.
- Augmenter l'impôt minimum des multinationales américaines de 10,5% à 21% ([GILTI](#)).
- Eliminer les failles fiscales existantes concernant les revenus provenant d'actifs intangibles comme la propriété intellectuelle.
- Eliminer certaines déductions fiscales et subsides pour l'industrie des combustibles fossiles.

Ces quatre grandes mesures permettront à l'Etat américain d'engranger respectivement \$695 milliards, \$495 milliards, \$217 milliards et \$54 milliards.

Néanmoins, ces réformes peuvent mettre à mal la compétitivité des Etats-Unis en matière de taxes et se révéler être une fausse bonne idée. Celle-ci porterait le taux d'imposition combiné (c'est-à-dire le taux fédéral plus celui d'un des 52 états) à 32,34% soit plus que tous les pays de l'OCDE, du G7 et des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis (Voir illustration ci-dessous).

Combined U.S. Corporate Rate under President Biden's American Jobs Plan Would be the Highest in the OECD

Statutory Corporate Tax Rates in the OECD (Combined National and Subnational Rates), 2022

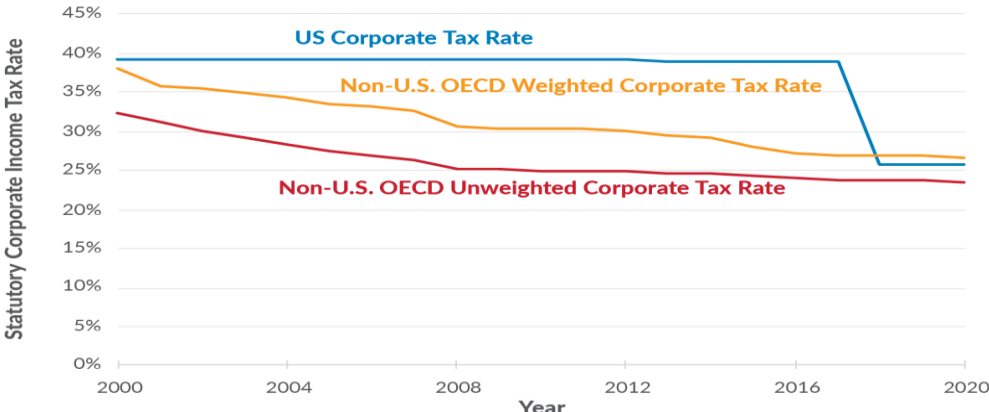


Note: Includes both national and subnational corporate tax rates. Source: OECD, "Tax Database: Table IL1 Statutory corporate income tax rate," last updated August 2020; Elke Asen, "Corporate Tax Rates around the World, 2020," Tax Foundation, December 9, 2020; authors' calculations.

La dernière fois que ce niveau d'imposition était aussi élevé, cela s'est traduit par un malaise économique, une migration des sociétés vers des paradis fiscaux ainsi qu'une croissance des salaires fortement impactée. Après cela, est venue la réforme fiscale de 2017 avec le « [Tax Cuts and Jobs Act \(TCJA\)](#) » (initiée par l'ancien président Trump) qui a reboosté l'économie américaine. D'ailleurs, le graphique ci-dessous montre très clairement que le TCJA a permis de faire chuter le taux de taxation et ainsi rendre les Etats-Unis économiquement plus compétitifs.

The U.S. Corporate Income Tax rate is More Competitive After TCJA

Top Statutory Corporate Tax Rate, United States vs. OECD, 2000 to 2020



Un impôt mondial...vraiment ?

Biden veut aussi, avec l'accord des autres pays, instaurer un impôt minimum global. Par le biais de ce dernier, il veut établir un système en vertu duquel, une entreprise d'un pays spécifique paiera au moins un certain pourcentage de ses bénéfices en impôts, quel que soit l'endroit dans le monde où ceux-ci sont réalisés.

Selon cette idée, une entreprise qui transfère certaines de ses opérations vers une juridiction à l'étranger avec un faible taux d'imposition devra payer au gouvernement de son pays d'origine la différence entre ce taux minimum et le taux en vigueur à l'étranger.

Par exemple, si un pays avec un taux minimum global de 15% abrite une entreprise qui a réalisé des bénéfices à l'étranger qui ont été imposés à 5%, il sera en droit de mettre l'entreprise en conformité avec l'impôt minimum en lui facturant 10 % supplémentaire.

Les enjeux de ce plan

Le plan va bien au-delà des infrastructures. En effet, ce dernier ne va pas seulement servir à la reconstruction des Etats-Unis en tant que tel mais va aussi permettre la création de nombreux emplois.

De plus, ce programme s'inscrit dans un contexte géopolitique tendu. Pour rester la première puissance mondiale, les Etats-Unis doivent tenir tête à la Chine, et ont pour ambition de gagner face à elle en créant l'économie la plus résiliente, la plus forte et la plus innovante du monde.

Oui mais...

Pour que tout cela se mette en place de façon pratique, il faut que ce plan soit approuvé et adopté par le Congrès. C'est là que le bât blesse puisque les républicains ont déjà exprimé leur mécontentement et leur désapprobation face à ce programme.

Tout n'est pas perdu d'avance !

Par contre, étonnamment, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, a soutenu une hausse de l'impôt sur les sociétés. Cette déclaration publiée par son groupe sur Twitter est peut-être une

forme de mea culpa pour avoir utilisé diverses astuces afin de ne pas payer un seul centime d'impôt fédéral sur leurs bénéfices et ce depuis plusieurs années.

Quelles retombées pour nos entreprises wallonnes ?

A l'heure actuelle, il est difficile d'évaluer les retombées pour nos entreprises wallonnes présentes aux Etats-Unis surtout que ce plan n'est pas encore signé et accepté par le Congrès. Mais il est certain qu'un programme d'une telle ampleur ne peut avoir que des effets bénéfiques pour les entreprises des secteurs qui seront financés. Toutefois, comme toujours, la priorité sera donnée aux sociétés américaines dans la continuité du fameux « Buy America(n) First ».

Sources : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/31/fact-sheet-the-american-jobs-plan/>, <https://eu.usatoday.com/in-depth/news/politics/2021/04/01/2-trillion-infrastructure-bill-charts-detail-bidens-plan/4820227001/>, <https://www.cnn.com/2021/03/31/biden-infrastructure-plan-to-raise-taxes-on-global-corporations.html>, <https://taxfoundation.org/biden-infrastructure-american-jobs-plan/>, <https://www.nytimes.com/2021/04/05/business/raising-taxes-corporations.html>.

Killian LECOCQ
Junior Economic Research Analyst
Laurent Pierart
Conseiller Economique et Commercial

Wallonia Export & Investment Agency
Avril 2021